

**FRANCE**

L'idée de sélection en licence à la fac fait son chemin

UNIVERSITÉS

Les présidents d'université veulent « expérimenter » la sélection à l'entrée en licence.

Et introduire des « filières sélectives ».

Marie-Christine Corbier
[@mccorbier](#)

C'est un tabou qui vacille. L'idée d'instaurer une forme de sélection à l'entrée en licence était dans tous les esprits, mardi et mercredi, au congrès annuel de la Conférence des présidents d'université (CPU) à Reims. Dans une lettre au futur chef de l'Etat, ceux-ci réclament de pouvoir « *exiger des prérequis à l'entrée en licence* » contre « *l'échec programmé* ». « *L'objectif est d'amener les étudiants sur un parcours de réussite et de formation adapté*, explique Christine Gangloff-Ziegler, présidente de l'université de Haute-Alsace. *Des étudiants s'inscrivent par exemple en physique, alors qu'ils n'en ont pas fait depuis trois ans et vont se trouver démunis.* »

Contre la « *sélection par l'échec* », le président de la CPU, Gilles Roussel, plaide pour des « *expérimentations* » qui seraient « *évaluées a posteriori*

avant une généralisation ». La situation actuelle lui semble d'autant plus intenable que le nombre d'étudiants en France doit continuer de croître de 35.000 à 40.000 par an jusqu'en 2020. « *On envoie n'importe quel étudiant à l'université, il échoue, on ne l'accompagne pas, car on n'a pas les moyens de le faire, et le gouvernement, quel qu'il soit, se dit "c'est très bien quoi qu'il arrive, parce que ce n'est plus notre problème" !* », s'emporte-t-il.

Reste à savoir ce que les présidents d'université entendent par « *prérequis* ». S'agit-il d'orienter au mieux ou de bloquer l'accès à l'université ? « *La question n'est pas tranchée* », indique Nathalie Dompnier, présidente de l'université Lyon-II. « *Chaque établissement, chaque filière doit définir des éléments discriminants simples* », suggère Gilles Roussel. Mais tous ne sont pas sur la même ligne. « *On n'a pas besoin de prérequis, car la qualité du bac en est un*, indique par exemple Jean-Pierre Vinel, président de Toulouse-III. *Il ne faut pas inscrire des bacs pro en filière générale, alors qu'ils vont dans le mur.* » Les positions sont encore floues. Ce que propose la CPU supposerait de changer la loi.

Les présidents d'université sont gênés aussi pour parler de « *sélection* ». « *C'est une hypocrisie sémantique lâche l'un d'eux*

Vous voulez qu'on se fasse couper la tête ? » Pour Gilles Roussel, parler de sélection n'est cependant pas approprié : « *Cela renvoie à l'idée d'une instruction dossier par dossier, dont on sait qu'elle est absurde, compte tenu du nombre d'étudiants.* » Parler de sélection « *voudrait dire qu'on s'occupe de ceux qu'on prend et pas des autres* », complète Jean-Pierre

Le secrétaire d'Etat Thierry Mandon évoque des parcours différenciés, en trois ou quatre ans.

Vinel. La CPU plaide pour des « *parcours différenciés* » et des passerelles pour mettre à niveau certains étudiants. Mais elle veut aussi pouvoir créer de manière « *officielle* » des « *filières sélectives dès la licence* » – un sujet explosif pour les organisations étudiantes. Ces filières existent aujourd'hui « *en catimini* », regrette Gilles Roussel.

Prudent, le secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur, Thierry Mandon, ne parle pas non plus de sélection, mais de « *parcours différenciés, en trois ou quatre ans* ». « *Mettre des barrières à l'entrée à l'université serait nier l'université française* » dit-il Mais il n'exclut pas



une « *préparation à la réussite* »
et une révision de « *l'architecture globale du premier cycle* ».

A la surprise des présidents d'université, c'est la ministre de l'Education, Najat Vallaud-Belkacem, qui a parlé de « *sélection* ». Certes, c'était pour le master et non pour la licence. Mais elle s'y était refusée jusqu'ici. L'idée de sélection fait son chemin. ■



Campus de l'université de Nantes. Photo Berti Hanna/RÉA